

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 25 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**ARRIVE - Essarts**

ZI de Bellevue  
LES ESSARTS  
85140 Essarts en Bocage

**Nos Références :** 23-2086

**Code AIOT :** 0058501177

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement ARRIVE – Essarts, implanté à ZI de Bellevue - « Les Essarts » à ESSARTS EN BOCAGE (85140). L'inspection a été annoncée le 26/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est faite dans le cadre du Plan de Programmation des Contrôles.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARRIVE - Essarts
- ZI de Bellevue - « Les Essarts » - 85140 ESSARTS EN BOCAGE
- Code AIOT : 0058501177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SA ARRIVE est un abattoir et atelier de découpe de Gallus appartenant au groupe LDC. L'installation est équipée d'une unité de traitement de ses eaux usées (industrielles et eaux vannes). L'installation est autorisée au titre des rubriques IED 3641 et 3642 et pour la présence d'ammoniac sous la rubrique 4735.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion de l'eau, des réseaux séparatifs et des rejets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information          |
|----|-------------------|---|--|----------------------------|
| 3  | Rejet             | Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article Article 4.1.2 | /  | Action corrective demandée |
| 4  | Réseaux           | Arrêté Préfectoral                                      | /  | Action corrective          |

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                                       | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information             |
|----|---------------------------------|---|--|-------------------------------|
|    |                                 | du 21/12/2017,<br>article Article 4.1.3                       |  | demandée                      |
| 6  | Réseaux                         | Arrêté Ministériel<br>du 30/04/2004,<br>article Article 14    | /  | Action corrective<br>demandée |
| 8  | Réseau de<br>canalisation       | Arrêté Ministériel<br>du 30/04/2004,<br>article Article 25    | /  | Action corrective<br>demandée |
| 9  | Surveillance des<br>rejets      | Arrêté Préfectoral<br>du 21/12/2017,<br>article Article 4.5.4 | /  | Action corrective<br>demandée |
| 10 | Pré-traitement<br>des effluents | Arrêté Ministériel<br>du 30/04/2004,<br>article Article 26    | /  | Action corrective<br>demandée |
| 11 | Rejet direct                    | Arrêté Ministériel<br>du 30/04/2004,<br>article Article 27    | /  | Action corrective<br>demandée |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1  | Prélèvement  | Arrêté Préfectoral<br>du 21/12/2017,<br>article Article 4.1.1    | /  | conforme          |
| 2  | Gestion de la<br>ressource en eau                                | Arrêté Préfectoral<br>du 21/12/2017,<br>article Article<br>4.2.2 | /  | conforme          |
| 5  | Réseaux  | Arrêté Préfectoral<br>du 21/12/2017,<br>article Article<br>4.1.4 | /  | conforme          |
| 7  | Retention des<br>stockages de<br>déchets et de sous-<br>produits | Arrêté Ministériel<br>du 30/04/2004,<br>article Article 19       | /  | conforme          |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan des réseaux séparatifs d'eaux usées et d'eaux pluviales n'est pas mis à jour et l'organisation des réseaux n'est pas complètement cohérente : benne de sous-produits en zone propre sur réseau pluvial ; zone sale de chargement des sous-produits sur réseau pluvial.

La rétention des eaux d'extinction d'incendie ou de pollution est à préciser (réseau, volume, procédure).

La surveillance des rejets d'eaux pluviales et des eaux usées ne sont pas conformes à l'arrêté d'autorisation.

La capacité de stockage des effluents traités destinés à la fertirrigation est insuffisante.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article Article 4.1.1                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'approvisionnement en eau provient du réseau public<br>Autre ressource ? |
| <b>Constats :</b><br>Le site est uniquement approvisionné par le réseau public                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 2 : Gestion de la ressource en eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article Article 4.2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les volumes consommés mensuellement sont consignés sur un registre éventuellement informatisé tenu disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans.<br>Le niveau maximum de consommation lié aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogrammes de carcasse  |
| <b>Constats :</b><br>Le relevé des consommations est effectué hebdomadairement et mensuellement.<br>Le niveau maximal de consommation d'eau par kg de carcasses est respecté.<br>Les consommations suivent les tonnages abattus : 237 527 m <sup>3</sup> pour 48 944 tonnes de carcasses abattues en 2018, soit un ratio de 4,9 L/kg de carcasse ; les consommations et les tonnages continuent à augmenter jusqu'en 2021 pour atteindre 242 496 m <sup>3</sup> pour 59 807 tonnes de carcasses abattues avec un ratio en diminution 4,3 L/kg en 2019 et 4,1 L/kg en 2020 et 2021.<br>En 2022 avec la crise IAHP, l'activité d'abattage est réduite au printemps et elle reprend en fin d'été : le ratio augmente à 5,00 L/kg avec 220 164 m <sup>3</sup> d'eau consommée pour 44 300 tonnes de carcasses abattues.<br>Les postes consommateurs sont en production (de 71 à 81 %), au nettoyage (de 13 à 19 %) et pour les TAR (de 6 à 10 %). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Rejet

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article Article 4.1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions de rejet au milieu naturel  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les rejets se font dans les conditions suivantes :<br>- Eaux pluviales non souillées : Réseau EP > Ruisseau « Le Roulin »<br>- Eaux sanitaires et Eaux Industrielles : Réseau EU (STEP interne) |

|  |
|--|
| <p>&gt; du 01/01 au 31/05 et du 01/09 au 31/12 : Rejet dans le ruisseau « Le Roulin »<br/> Débit maximal autorisé à 700 m<sup>3</sup>/jour sur les périodes de janvier à mai et d'octobre à décembre<br/> Débit maximal autorisé à 480 m<sup>3</sup>/jour au mois de septembre et, le cas échéant, le surplus d'effluent traité sera orienté en irrigation<br/> &gt; du 01/06 au 31/08 : stockage des effluents traités en bassin pour l'irrigation sur cultures</p>   |
| <p><b>Constats :</b><br/> Les valeurs limites d'émissions dans l'eau après traitement ne sont pas respectées. De nombreux dépassements sont déclarés depuis 2021 (volume, BDO5, MES, NGL et Phosphore).<br/> Les étiages d'été (du 1<sup>er</sup> juin au 31 août) ont fait l'objet de demandes de dérogation en juin 2019 et 2020 pour rejeter dans le milieu naturel et les périodes de réduction des rejets (480 m<sup>3</sup>/j) ont fait l'objet de dépassements sur les mois de septembre depuis 2019.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée</b></p>  |

#### N° 4 : Réseaux

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article Article 4.1.3</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des réseaux</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Les ouvrages de rejets et équipements de traitement intermédiaires sont régulièrement visités et nettoyés</p>  |
| <p><b>Constats :</b><br/> L'entretien des réseaux est confié à une entreprise extérieure (SHARP OUEST) qui intervient 1/an ou plus régulièrement sur la partie quai vif (2 fois par an) et au niveau du poste de relevage des eaux usées (à la demande). Le dernier entretien date du 11/01/2023.<br/> Le canal de mesure est contrôlé 1 fois par an par un prestataire (OREA).<br/> Le point de rejet des eaux pluviales coté parking a été difficilement repéré par les agents du site lors de l'inspection (sous une plaque d'égout peu visible), alors qu'il est sensé être prélevé tous les ans.<br/> Le site dispose d'un bassin d'orage en terre battue non entretenu. Une végétation importante s'y est développée depuis plusieurs années (roseaux, genêts, peupliers, ...).<br/> Ce bassin a aussi vocation de réserve d'eaux d'extinction : à vérifier car étanchéité à prouver</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée</b></p>  |

#### N° 5 : Réseaux

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article Article 4.1.4</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements des points de rejets</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre des contrôles de rejets dans de bonnes conditions.<br/> En particulier, sur chaque canalisations de rejets d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant, ...).</p>                         |
| <p><b>Constats :</b><br/> Le point de prélèvement des eaux usées est équipé d'un préleveur automatique 24h et les rejets sont contrôlables visuellement.<br/> Les points de prélèvement des rejets d'eaux pluviales sont enterrés et accessibles par une plaque dans un puisard. Les rejets dans les milieux naturels (à l'avant et à l'arrière du site) ne sont pas visibles car busés sur plusieurs centaines de mètres.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>   |

## N° 6 : Réseaux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SéparationPrévention des accidents et des pollutions  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.<br>Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, les réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une procédure définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.  |
| <b>Constats :</b><br>Le site dispose d'un réseau séparatif.<br>Des jus de la zone d'expédition des sous-produits animaux et déchets organiques s'écoulent au-delà du dispositif de collecte des eaux usées vers une zone de collecte du réseau pluvial.<br>Plusieurs stockages de déchets (benne de fientes, bennes de tri 5 flux) ou zones souillées (à côté de la cuve de carburant et à côté de la benne de fientes) sont présents en zone propre du site reliée au réseau pluvial.<br>La rétention des eaux d'extinction ou des eaux susceptibles d'être polluées s'effectuent dans les bâtiments et sur 4 zones extérieures pour un volume global de 5 075 m <sup>3</sup> . Ces rétentions extérieures incluent une zone a priori non imperméable (le bassin d'orage de 585 m <sup>3</sup> ) et une zone basse du site devant les quais d'expédition pour un volume de 3 800 m <sup>3</sup> . La validation par le SDIS de cette dernière zone de rétention pouvant limiter l'accès aux bâtiments pour les services de secours n'a pas été réalisée.<br>La procédure de mise en œuvre de la rétention ne prévoit pas le shuntage de la STEP. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée</b>  |

## N° 7 : Rétention des stockages de déchets et de sous-produits

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.<br>Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés. |
| <b>Constats :</b><br>Les sous-produits animaux sont stockés dans un local réfrigéré. Les bennes de déchets de dégrillage sont changées 2 fois par jour et sont transportées par chariots vers ce local réfrigéré. Les déchets sont évacués 1 fois par jour.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 8 : Réseau de canalisation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

**Constats :**

La vérification régulière des réseaux d'eaux usées, des ouvrages et leur entretien sont confiés à une entreprise extérieure (SHARP OUEST) qui intervient 1 fois par an et plus régulièrement sur la partie quai vif (2 fois par an). Le poste de relevage est vérifié de façon plus fréquente à la demande.

Le dernier entretien date du 11/01/2023.

Le schéma de tous les réseaux et un plan des égouts n'a pas été actualisé suite aux travaux sur le site (quais, rotolue, ...) et certaines zones propres raccordées aux eaux pluviales accueillent des jus d'écoulement souillés et des stockages de déchets (fientes, déchets 5 flux)

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** **action corrective demandée**

**N° 9 : Surveillance des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article Article 4.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales non souillées des eaux polluées. Les eaux pluviales non souillées sont collectées séparément des autres types d'effluents et rejetées vers le réseau pluvial qui communique avec le ruisseau « Le Roulin » en respectant les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides :

- Températures < à 30° C

PH compris entre 5,5 et 8,5

MES Totales < 35 mg/l

DCO (sur effluent non décanté) < 125 mg/l

Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

A minima, une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon ponctuel. Le résultat de ce contrôle ainsi que les conditions de prélèvement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour respecter ces objectifs, le réseau d'eaux pluviales se termine par un bassin tampon d'une capacité de 580 m<sup>3</sup> équipé d'un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux pluviales sont ensuite dirigées vers le ruisseau « Le Roulin ». Le séparateur d'hydrocarbures est équipé d'un capteur à hydrocarbures relié à une alarme.

Pour garantir l'efficacité de l'installation comprenant le séparateur d'hydrocarbures, l'équipement est vidé par une société spécialisée autant que nécessaire et son bon fonctionnement vérifié. Cet entretien sera a minima annuel. Les justificatifs des interventions conservés.

**Constats :**

Les contrôles des points de rejets des eaux pluviales sont faits en alternance annuellement. Ils ne respectent pas le rythme réglementaire annuel sur chacun des 2 points de rejets.

Les derniers contrôles des rejets d'eaux pluviales datent des 08/12/2021 et 04/11/2022 sans identification du point de rejets contrôlé. Les résultats d'analyses du contrôle de 2022 indiquent un dépassement en MES (41 mg/l au lieu de 35 mg/l maximum).

L'analyse du pH et le relevé de la température ne sont pas réalisés.

|  |
|--|
| <p>Le site est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures en amont du point de rejet arrière du réseau pluvial (en sortie du bassin d'orage). Le deuxième point de rejet pluvial (à l'avant du site) n'est pas équipé de séparateur hydrocarbures : il convient de préciser les zones collectées et dirigées vers ce point de rejet pluvial afin de définir si un séparateur hydrocarbure est nécessaire.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures est vérifié une fois par an (SHARP OUEST). Il n'y a pas eu de curage depuis 2 ans. La dernière vérification de l'installation date du 29/08/2023 (les résultats n'étaient pas disponibles).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée</b>   |

#### N° 10 : Pré-traitement des effluents

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un dispositif de pré-traitement équipé d'un dégrillage aérien de 6 mm (changé en 2021) alimenté par le poste de relevage.</p> <p>2 bassins anaérobie communiquant alimentent un bassin de transfert, un gros bassin aéré, une installation de traitement physico-chimique puis le clarificateur avec une table d'égouttage. A l'issue de ce traitement, les eaux sont contrôlées au niveau du canal de mesure et dirigées soit dans le bassin de fertirrigation soit dans le milieu naturel en fonction des volumes saisonniers autorisés. Le shuntage est fait automatiquement à partir du tableau de commande sur le volume rejeté autorisé au milieu naturel.</p> <p>Les boues sont stockées avant leur élimination pour épandage géré par une entreprise agricole. Un ancien bassin répertorié pour le stockage des boues a été désaffecté et un nouveau bassin à géomembrane a été implanté sur le site sans qu'il ait fait l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture. Les derniers plans du site envoyés en janvier 2022 dans le cadre d'un porter à connaissance ne font pas référence à cet agrandissement. Il est à déclarer.</p> <p>Le canal de mesure, la station et les compteurs sont vérifiés 1/an par un prestataire extérieur (OREA) pour valider le SRR (suivi régulier des rejets).</p> <p>La capacité de stockage des effluents traités destinés à la fertirrigation est insuffisante depuis 2019 (demande de dérogation en 2019 et 2020 de rejets au milieu naturel en étiage ou rejets dépassant les volumes autorisés en période de restriction car bassin plein et risque de débordement avec la pluie).</p> <p>Le site dispose de 5 anciens bassins de stockage au niveau de la STEP (identifiés sur les derniers plans transmis en préfecture en janvier 2022 comme stockage de boues 1 et 3, stockage de fientes, stockage de refus de dégrillage et stockage) qui ne sont plus utilisés se remplissant des eaux de</p> |

|  |
|--|
| pluie. Leur entretien n'est pas régulier.                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites          |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée</b> |

**N° 11 : Rejet direct**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 27  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions dans l'eau, les dispositions de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;</li> <li>– suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).</li> </ul> <p>Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ou en rendement indiquées en annexe I du présent arrêté.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance de la DCO et des MES est réalisée par des analyses internes, les autres paramètres d'autosurveillance de rejets des eaux usées sont confiés au LEAV.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions dans l'eau après traitement ne sont pas respectées. De nombreux dépassements sont déclarés depuis 2021 (volume, BDO5, MES, NGL et Phosphore).</p> <p>Des dérogations aux rejets dans le milieu naturel en période d'étiage ont été sollicitées en juin 2019 et 2020 et des dépassements de volumes en période de restriction (septembre) ont été enregistrés sur plusieurs années.</p> <p>Des actions correctives ont été réalisées avec le curage du bassin anaérobie en juillet 2022 après la période de dépassement en phosphore (mai-juin 2022).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée</b>   |

